

ALI BENFLIS :

«L'opposition algérienne est porteuse d'une alternative politique»

Le président du parti les Avant-gardes des libertés se fait le défenseur acharné de l'opposition qui, selon lui, existe bel et bien et a pu taire ses différends idéologiques pour se «structurer» autour d'une alternative politique au système en place.

M. Kebci - Alger (Le Soir) - «L'opposition existe en Algérie, elle est structurée et est, pour la première fois dans l'histoire de l'Algérie indépendante, unie et porteuse d'une alternative politique», estime, en effet, Ali Benflis.

«Je comprends les réserves de ceux qui pensent que le rôle de l'opposition est insuffisant et son action limitée de même que son impact auprès de la société et son message n'aboutit pas suffisamment», explique-t-il dans un entretien, hier, au quotidien arabophone *El-Bilad*.

Et d'accuser le pouvoir d'en être le responsable, considérant que les manifestations publiques sont «un droit parmi les droits politiques et civils et un droit de la citoyenneté. C'est une constante d'une réelle vie démocratique». Benflis relève l'empressement du pouvoir politique à l'égard de ce genre de manifestations quand

celles-ci travaillent ses intérêts et récuse ce même droit à l'opposition, estimant que la manifestation pacifique, calme et organisée est un des «préalables de la construction démocratique et de l'Etat de droit».

L'ancien chef de gouvernement dit, par ailleurs, prendre acte de la «violence, des provocations et du niveau bas des discours des représentants du système et ses relais». Avec, en même temps, une «opération d'assainissement politique» lancée par le pouvoir à l'égard de l'opposition. «Ce qui n'est pas étrange puisque tous les systèmes politiques totalitaires raidissent leurs discours quand ils sont acculés.»

Et de considérer le débat sur l'Etat civil dans notre pays et en ce temps précis comme une pure «diversion», expliquant que «le synonyme de démocratie est un Etat de droit et un Etat civil peut



Ali Benflis.

ne pas être démocratique». Et de se vouloir plus académique, soutenant ne pas connaître en homme de loi, qu'un Etat de droit dont les normes et les mécanismes sont connus».

Benflis reprend le même qualificatif «diversion» à propos des accusations que lui a lancées le chef de l'aile armée de l'ex-FIS dissous. «Je ne suis pas venu à

la politique hier. Mon long parcours m'a appris à faire face aux tentatives de m'engager dans des débats secondaires et stériles, loin de la mère de toutes les problématiques nationales. Les défis et les dangers auxquels fait face le pays sont beaucoup plus importants, attirent mon attention et focalisent tous mes efforts», dit-il.

Aussi, Benflis considère que le problème du pays «ne réside pas dans la Constitution mais dans la crise de régime politique en place», s'interrogeant : «Quel bénéfice tirer d'une révision constitutionnelle alors qu'il y a vacance du pouvoir, absence de légitimité qui frappe toutes les institutions et leur paralysie dans l'accomplissement de leurs missions constitutionnelles ?» Et de faire remarquer que «nulle constitution de par le monde ne peut ramener des solutions à des problématiques de cette nature et à ce niveau de dangerosité».

D'où sa conviction que cette révision constitutionnelle annoncée depuis avril 2011 «détourne l'opinion publique des vrais problèmes politiques du pays et leur fait illusion d'un projet qui ne solutionne pas ses problèmes», annonçant sa disponibilité à prendre part à «tout dialogue national vrai avec comme objectif de solutionner la crise du régime dans toutes ses composantes en redonnant la parole au peuple souverain».

M. K.

AFIN DE «GARANTIR UNE TRANSITION PACIFIQUE»

Le PLD en appelle à l'ANP

Le bureau national du Parti pour la laïcité et la démocratie (PLD) appelle l'armée à réagir afin de garantir une transition pacifique de l'Algérie vers une république moderne.

Dans un communiqué signé par le bureau national, le PLD déclare : «Dans un contexte où la société est prise en otage par un système autocratique et une classe politique engluée dans l'affairisme et les calculs électoralistes, la seule force susceptible de créer un mouvement d'ensemble de la société, c'est l'ANP.

C'est la seule force sur laquelle les patriotes et les républicains fondent encore leurs espoirs pour permettre à un consensus patriotique de percer sur la scène politique, d'ouvrir la voie à une transition républicaine de façon pacifique et d'éviter l'éclatement du pays et le chaos.»

Le PLD dresse un constat sévère de la situation qui prévaut dans le pays. Il s'interroge «où veut en venir le pouvoir sachant que le pays n'est qu'un château de cartes prêt à tomber à la moindre secousse pétrolière.

Le pouvoir à bout de souffle vogue à vue d'œil et pour perdurer s'enracine dans la corruption et la gabegie.

S'il a fait de la paix sociale une constante politique, il agite aussi le spectre de la peur en brandissant l'épouvantail libyen ou syrien en sortant du chapeau une des figures les plus hideuses du terrorisme islamiste, Madani Mezrag, ou en actionnant le tristement célèbre secrétaire général du FLN dont les violences verbales et les menaces n'augu-

rent rien de bon pour l'avenir de notre pays».

«Dans un contexte aussi préoccupant et explosif, nous nous

interrogeons sur l'avenir du pays au lendemain des purges qui ont touché les services de sécurité et du renseignement et suite à l'arrestation de deux généraux de l'ANP dont l'exemplarité a été remarquable et dont la lutte anti-

terroriste en a fait de véritables figures de proue.»

L'horizon de l'Algérie est bouché, poursuit le communiqué du PLD qui insère naturellement la situation du pays dans le contexte international caractérisé par

«une montée sans précédent du totalitarisme à visages multiples allant de l'islamisme politique aux extrêmes droites européennes et américaines».

R. N.

RÉFORME DE LA JUSTICE

La médiation judiciaire prend forme

Quelle place pour la médiation judiciaire en Algérie, six années depuis son entrée en vigueur ? L'Association nationale des médiateurs judiciaires algériens veut redynamiser le projet en initiant des programmes de formation à l'attention de toutes personnes répondant aux critères du futur médiateur.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - A l'initiative de l'Association nationale des médiateurs judiciaires algériens, la seconde session de formation des médiateurs judiciaire a été entamée hier avec la participation d'une quarantaine de candidats.

Entrée en vigueur le 25 avril 2009 en Algérie, la médiation judiciaire, selon maître Ali Boukheikh, président de ladite association, est «un moyen approprié pour le règlement des conflits à l'amiable».

Selon lui, cette formation sera axée sur six volets, à savoir «l'explication des bases techniques de la médiation, l'approfondissement aux techniques de médiation, la formation des formateurs aux techniques de médiation, la formation de l'ingénierie pédagogique pour formateurs à la médiation et la formation de base des techniques de médiation dans les bureaux locaux».

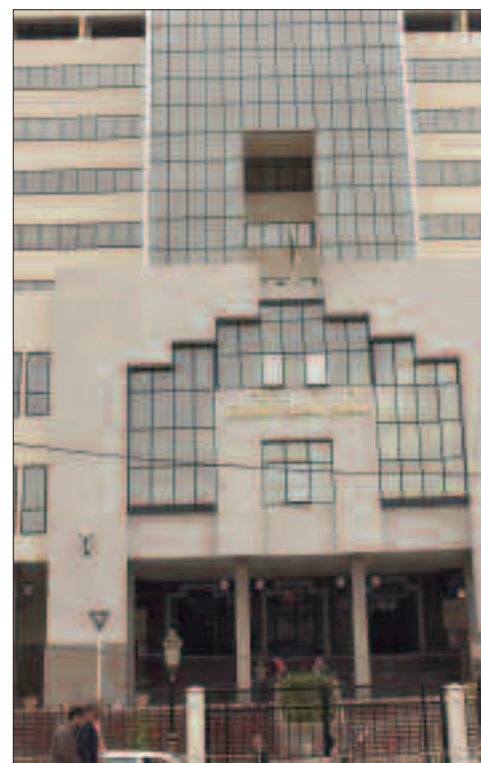
Selon notre interlocuteur, «la médiation est un processus d'accompagnement des parties en litige qui se distingue par le règlement à

l'amiable du conflit en rétablissant la qualité des relations entre les deux parties».

Et d'ajouter : «Conçue pour sa rapidité dans la recherche des solutions et son économie de temps et d'argent, la médiation constitue ainsi une solution qui garantit les intérêts mutuels des parties.» En effet, ce mode alternatif de résolution des conflits «est réservé à toutes sortes de litiges, à l'exception du contentieux relatif aux affaires familiales, aux affaires prud'hommales et à celles susceptibles de porter atteinte à l'ordre public».

D'après la même source, «il y a là, nécessairement, une mise au point à apporter et particulièrement quand nous parlons de ces moyens alternatifs de règlement des litiges et des conflits». Il considère à ce titre que «la conciliation est la panacée du juge», et de souligner que le travail du médiateur se base essentiellement sur l'intérêt des uns et des autres et non pas sur la loi. «Sa tâche est de renouer et faciliter le dialogue entre les deux parties», a-t-il expliqué.

En somme, «la médiation pénale constitue une mesure alternative aux poursuites pénales». «La médiation est, par nature, consensuelle : elle ne peut se dérouler qu'avec l'accord des parties», a-t-on expliqué. Cela dit, le grand avantage de la médiation est en effet de permettre aussi de (re)nouer un lien entre des parties en conflit et de préserver l'avenir si elles sont amenées à continuer à entretenir des relations, qu'elles soient de nature commerciale, familiale ou de voisinage.



En France, le recours à la médiation est encouragé par le Conseil de l'Europe et par l'Union européenne, mais dix ans après l'adoption des premiers textes, les bilans statistiques montrent une faible utilisation de ce dispositif.

A. B.